

[Texte]

arbitraux. Si, par exemple, on demande au gars: «Mais, êtes-vous inscrit au Centre de main-d'œuvre?» et qu'il ne l'est pas, presque inévitablement la décision des fonctionnaires est maintenue. S'il est inscrit et qu'il n'a pas trouvé d'emploi, parce que c'est assez rare qu'il s'en trouve, c'est alors un point particulier. Il est donc normal que les employeurs signalent les emplois disponibles au Centre de main-d'œuvre. C'est cela, le rôle du Centre de main-d'œuvre; c'est d'aider les chômeurs à se trouver des emplois. Aujourd'hui, comme on l'a expliqué tout à l'heure, et j'écoutais cela avec beaucoup de satisfaction, on oblige les chômeurs à faire des recherches d'emplois quasi inutiles. Je connais des gens qui sont arrivés devant le conseil arbitraire avec 35 recherches d'emplois sans résultat pratique parce qu'il n'y avait pas d'emplois disponibles. Mais on les disqualifie quand même. S'il n'a pas fait de recherches d'emploi à l'extérieur de sa région, on l'oblige à payer des frais de transport pour sortir de sa région. On dit qu'il restreint sa disponibilité à sa localité. Alors, on se base là-dessus.

• 1055

Ensuite, j'ai remarqué autre chose, aussi. Tout à l'heure, on s'étonnait du fait que les conseils arbitraux recevaient des directives. Je suis encore en mesure d'en parler parce que pendant que j'étais représentant syndical à Québec de l'Organisation des travailleurs en forêt de la province, j'étais aussi représentant ouvrier à la Commission d'assurance-chômage. Je suis bien au courant des directives que nous recevons à différentes occasions de hauts fonctionnaires de la Commission, car j'ai été là pendant 8 ans. Alors, ceux qui ne sont pas tout à fait au courant ne doivent pas être surpris; ce sont des faits qui existent et malheureusement, on a cette tendance à essayer par tous les moyens possibles de rayer les chômeurs de la liste. Ce n'est pas là qu'est la solution. La meilleure solution, elle a été suggérée tout à l'heure et j'espère que les représentants du gouvernement le mettront à profit. La solution, c'est de créer des emplois; c'est cela la solution au chômage, chercher par tous les moyens à créer des emplois.

Maintenant, je voudrais avoir plus d'explications sur l'admissibilité à l'assurance-chômage en général. Dans la loi, aussi, il y a des modifications qui doivent être apportées. Ces cas s'accumulent. Non seulement avons-nous les fonctionnaires de la Commission d'assurance-chômage qui causent du trouble aux chômeurs, mais voilà que nous avons maintenant l'équipe des fonctionnaires de l'impôt sur le revenu qui vont décider, eux, qu'un emploi n'est pas assurable. Heureusement, nous avons eu la chance de rencontrer dernièrement un juge très compréhensif à la cour d'appel de Québec. J'avais un cas où il y avait 7 femmes qui faisaient du travail à domicile; la Commission leur réclamait des montants variant de \$800 à \$1,500 qu'on leur avait payés en 1975. Depuis ce temps, ces personnes n'ont pas bénéficié de l'assurance-chômage parce que l'employeur ne savait trop à quoi s'en tenir. Alors, le juge a rendu la décision suivante: c'était des emplois assurables. D'ailleurs, il était évident que c'était des emplois assurables.

Prenons le cas des travailleurs agricoles, par exemple: un fils travaille pour son père et il est payé régulièrement, comme s'il travaillait à n'importe quel autre endroit. On conteste presque

[Traduction]

decision would almost inevitably remain unchanged. If he is registered and he has not found employment, as it is very seldom that he does find a job, that becomes a special case. It therefore becomes normal for employers to report available jobs to the manpower centre. That is the role of the manpower centre: to help the unemployed to find jobs. Up to now, as was explained earlier, and I listened to that explanation with great satisfaction, the unemployed were forced to look for jobs in vain. I know people who have come before a board of referees with 35 jobs applications without any practical result because there was no available employment. But they are still disqualified. If he has not looked for a job outside his area, he is obliged to pay transportation costs to get out of his area. They say that he is restricting his availability to his own region. So, they base themselves on that.

I also noted something else. Earlier, people seemed surprised that boards of referees receive guidelines. I am once again in a position to speak on that subject because I was a union representative in Quebec for the Forestry Workers Organization in that province, and also a workers' representative on the Unemployment Insurance Commission. I am well aware of the directives we received on various occasions from senior officers in the Commission as I was there for eight years. So, those who do not really know the situation should not be surprised; those are facts and unfortunately there is a tendency to try by all means to strike out the list of unemployed. The solution does not lie there. The best solution was suggested earlier and I hope that the government representatives will take advantage of it. The solution is to create jobs; that is the answer to unemployment, to create jobs through every available means.

Now, I would like more explanation on the entitlement to unemployment insurance in general. Amendments should also be brought to this legislation. These cases are accumulating. Not only do we have public servants in the Unemployment Insurance Commission who cause trouble for the unemployed, but we also have a team of public servants from National Revenue who will decide when employment is not insurable. Fortunately, we had the opportunity recently to meet a very learned judge from the Court of Appeal of Quebec. I had a case where seven women were working at home; the Commission was claiming amounts varying from \$800 to \$1,500 from them that they had received in 1975. Since that time, these people have not received unemployment insurance benefits because the employer did not know where to turn. So, the judge brought down the following decision: that it was insurable employment. Of course, it was quite obvious that it was insurable employment.

Let us take the case of farmers, for example: a son works for his father and is paid regularly, as he would be anywhere else. All this is being challenged and it is quite normal. So, I have